

La Vendée, département avec le moins de pauvreté et d'inégalités

La Vendée est le département français le moins touché par la pauvreté monétaire. Moins de chômage et de familles monoparentales expliquent cette situation. C'est aussi le département où l'écart de niveau de vie entre les plus pauvres et les plus riches est le plus faible de France. Localement, des disparités existent toutefois entre les territoires. Certains sont dans une situation moins favorable, comme dans le sud de la Vendée. D'autres voient tous leurs indicateurs au vert, comme dans le nord-est du département.

En 2021, 64 000 personnes sont en situation de **pauvreté monétaire** en Vendée, soit 9,1 % des habitants, contre 12,7 % dans le référentiel et 14,9 % en France métropolitaine ► **figure 1**. Ce **taux de pauvreté** fait de la Vendée le département français le moins marqué par la pauvreté, devant la Haute-Savoie (9,5 %) et la Loire-Atlantique (10,5 %). Parmi ces personnes en difficultés économiques, se trouvent 17 000 enfants de moins de 18 ans. Ainsi, 11,9 % des enfants vendéens vivent dans un ménage pauvre, soit 6 points de moins que dans le référentiel (17,8 %). De plus, 51 500 personnes (7,3 % de la population vendéenne, contre 7,8 % pour le référentiel) vivent dans le « halo de la pauvreté », donc au-dessus du **seuil de pauvreté** conventionnel, mais avec des ressources qui restent limitées (entre 60 et 70 % du **niveau de vie** médian).

Moins de chômage et de familles monoparentales en Vendée

Le faible taux de pauvreté vendéen s'explique notamment par un **taux de chômage** modéré ► **chapitre Économie et emploi**. En particulier, les jeunes de moins de 25 ans, plus exposés au risque de chômage [L'essentiel sur... le chômage, 2024], bénéficient dans le département d'une meilleure insertion sur le marché du travail (taux d'emploi des 15-24 ans de 41,6 %, contre 35,2 % dans le référentiel). Par ailleurs, les non-salariés, généralement plus précaires, sont moins exposés à la pauvreté en Vendée qu'ailleurs. Ainsi, 12,6 % des ménages vendéens dont le revenu vient principalement d'une activité non salariée vivent sous le seuil de pauvreté, contre 18,0 % dans le référentiel.

La composition familiale des ménages en Vendée contribue à limiter la pauvreté monétaire. Les familles monoparentales sont sous-représentées en Vendée (6,6 % des ménages en 2020 contre 8,2 % dans

► 1. Niveau de vie et taux de pauvreté monétaire en 2021

Situation des ménages	Vendée	Référentiel	France Métropolitaine
Taux de pauvreté (en %)	9,1	12,7	14,9
Part de la population dans le « halo de la pauvreté » (en %)	7,3	7,8	7,5
Niveau de vie 1 ^{er} décile (D1) (en euros)	1 180	1 070	1 010
Niveau de vie médian (en euros)	1 900	1 880	1 920
Niveau de vie 9 ^e décile (D9) (en euros)	2 980	3 090	3 440
Rapport interdécile des niveaux de vie (D9/D1)	2,5	2,9	3,4

Lecture : En 2021, en Vendée, le niveau de vie mensuel des 10 % des habitants les plus pauvres est de moins de 1 180 euros (1^{er} décile) et celui des 10 % les plus riches, de plus de 2 980 euros (9^e décile).

Champ : Ménages fiscaux dont le revenu disponible est positif ou nul, hors communautés et sans abris.

Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2021.

le référentiel). Elles sont plus souvent en difficulté, du fait des freins pour concilier vie professionnelle et garde des enfants, et de la dépendance à un unique revenu d'activité.

À l'inverse, les couples, avec ou sans enfants, sont plus fréquents en Vendée (59,0 % contre 52,7 %). Le cumul potentiel de deux revenus réduit le risque de pauvreté.

Cependant, quel que soit le type de ménage considéré, le taux de pauvreté reste plus faible en Vendée que dans le référentiel. Il est par exemple de 25,0 % pour la population vivant dans une famille monoparentale, contre 29,0 % dans le référentiel.

Peu d'inégalités de niveaux de vie

La Vendée est le département français avec le moins d'inégalités, juste devant la Mayenne. En effet, le niveau de vie plancher des 10 % des habitants les plus riches (neuvième **décile**) est en Vendée 2,5 fois supérieur au niveau de vie plafond des 10 % les plus pauvres (premier décile). Ce **rapport interdécile** est plus faible que dans le référentiel (2,9), et qu'en France métropolitaine (3,4).

Au contraire du référentiel, le département se démarque par une structure des emplois plus homogène : moins de cadres (en 2020, 4,9 % des

plus de 15 ans, contre 5,6 %) et plus d'ouvriers (16,5 % contre 12,7 %). Par ailleurs, le département ne possède pas de grands pôles urbains, territoires qui contribuent généralement à renforcer les inégalités par la cohabitation de populations précaires et d'autres plus aisées.

Une situation plus désavantageuse dans le sud-est de la Vendée

Les profils de pauvreté varient selon les territoires ► **encadré 1**. Avec un taux de pauvreté moyen de 11,8 %, les intercommunalités du sud-est sont les plus pauvres du département : Pays de Fontenay-Vendée, Pays de la Châtaigneraie, Sud Vendée Littoral et Vendée, Sèvre, Autise ► **figure 2**. Elles disposent également des niveaux de vie médians les plus faibles (1 820 € en moyenne, contre 1 900 € dans l'ensemble de la Vendée). L'éloignement des principaux bassins d'emploi et le moindre développement des infrastructures pourraient contribuer à cette situation.

La situation est particulièrement défavorable pour les femmes seules et les hommes seuls dans le sud-est de la Vendée (taux de pauvreté respectifs de 21,5 % et 19,8 % contre 17,7 % et 16,1 % dans le département), ainsi que pour les ménages dont le référentiel fiscal a moins de 30 ans (18,4 % contre 12,3 %). Dans ces territoires, les jeunes sortent plus

► Encadré 1 – Une variété de profils de pauvreté dans le département

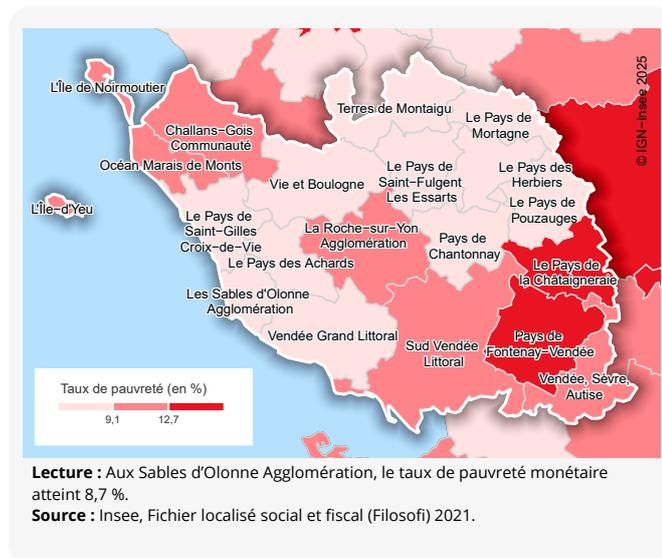
Une typologie de profils de pauvreté dans la région a été publiée en 2023 [Bauer, 2023]. D'après cette étude, plus de 40 % des ménages pauvres du sud-est et du littoral de la Vendée appartiennent au profil des « retraités pauvres », tandis que le profil des « ménages pauvres insérés sur le marché du travail » est plus fréquent au nord-est du département allant jusqu'à 30 % des ménages pauvres dans le Pays de Mortagne. Plus d'un ménage pauvre sur cinq correspond au profil des « ménages pauvres résidents du parc social » à La Roche-sur-Yon. Ces résultats sont cohérents avec les caractéristiques des populations dans ces territoires : population plus âgée sur le littoral et au sud-est, davantage d'actifs au nord-est, et davantage de parc social locatif à La Roche-sur-Yon.

► Encadré 2 – Peu de prestations sociales

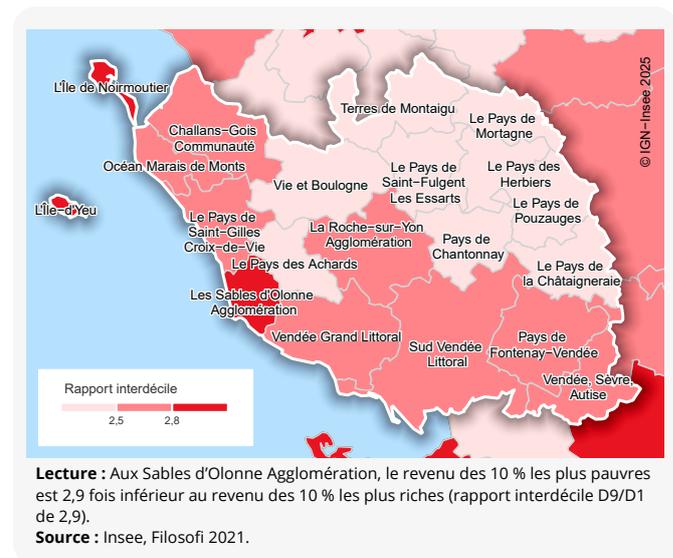
La notion de pauvreté administrative, définie comme le fait de percevoir un minimum social, est un outil alternatif pour mesurer la pauvreté. La Vendée est moins concernée que le référentiel : par exemple, en 2021, 1,9 % des Vendéens perçoivent le RSA socle non majoré, contre 4,9 % dans le référentiel. Les prestations sociales représentent en moyenne 4,2 % du revenu disponible en Vendée contre 5,1 % dans le référentiel.

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), territoires urbains abritant des populations précaires, sont peu présents dans le département et regroupent 1 % des Vendéens (contre 3 % dans le référentiel). Les habitants de ces territoires disposent d'un niveau de vie médian de 1 270 €, contre 1 190 € pour les QPV du référentiel. Enfin, 40 % vivent sous le seuil de pauvreté, contre 47 % dans les QPV du référentiel.

► 2. Taux de pauvreté en Vendée par intercommunalité en 2021



► 3. Rapport interdécile des niveaux de vie en Vendée par intercommunalité en 2021



fréquemment du système scolaire sans diplôme : 17,6 % chez les 18-24 ans, contre 13,7 % dans le département.

À La Roche-sur-Yon Agglomération, le taux de pauvreté est également supérieur à la moyenne vendéenne (11,0 % contre 9,1 %). La part des prestations sociales dans le revenu disponible est la plus élevée du département (5,4 % contre 4,2 % en moyenne en Vendée) et l'agglomération regroupe à elle seule 32 % du parc locatif social vendéen ► **encadré 2**. Par ailleurs les inégalités y sont plus prononcées (rapport interdécile des niveaux de vie de 2,7).

Une situation plus favorable au nord-est du département

Pays des Herbiers, Vie et Boulogne, Pays de Saint-Fulgent-Les Essarts, Terres de Montaigu et Pays de Mortagne : les intercommunalités du nord-est, à proximité de Nantes, présentent les plus faibles taux de pauvreté du département (6,6 % en moyenne). Elles bénéficient des plus faibles inégalités de niveaux de

vie : le rapport interdécile y est de 2,3 ► **figure 3**. En 2023, la zone d'emploi Les Herbiers-Montaigu, qui couvre l'essentiel de ce territoire, bénéficie d'un taux de chômage de 3,4 %, le plus faible de la région.

Sur le littoral, dans les intercommunalités de l'Île de Noirmoutier, d'Océan Marais de Monts, de Challans-Gois Communauté, de Sables d'Olonne Agglomération, de Vendée Grand Littoral et du Pays de Saint-Gilles-Croix-de-vie, le taux de pauvreté est proche du niveau départemental (9,0 %), même si la part des actifs au chômage est plus élevée. En 2023, le taux de chômage dans les trois zones d'emploi couvrant ces territoires est supérieur à 6 %. Le rapport interdécile s'élève à 2,7 sur ces territoires où cohabitent une population plus aisée et des travailleurs alternant contrats courts et chômage, en lien notamment avec l'activité saisonnière [Dreal des Pays de la Loire, 2022]. Il atteint 3,2 dans la communauté de communes de l'Île de Noirmoutier, seule intercommunalité vendéenne à dépasser le rapport interdécile du référentiel (2,9). Ces intercommunalités présentent

les niveaux de vie médians les plus confortables du département (1 940 € en moyenne, contre 1 900 € pour l'ensemble de la Vendée). Les habitants du littoral sont plus âgés que dans le reste du département. Ainsi, le niveau de vie est porté, en plus grande partie qu'ailleurs, par les pensions et retraites (45 % du revenu disponible contre 35 %) et moins qu'ailleurs par les revenus issus de l'activité (56 % contre 67 %). ●

Daniel Belhumeur (Insee)

► Pour en savoir plus

- « L'essentiel sur... le chômage », Insee Chiffres-clés, novembre 2024.
- Bauer P., Loizeau P., « Panorama de la pauvreté dans les Pays de la Loire : une diversité de situations individuelles et territoriales », Insee Dossier Pays de la Loire n° 12, octobre 2023.
- « CA des Sables d'Olonne Agglomération : Un EPCI avec des enjeux sur les ressources liés à la pression touristique », Dreal des Pays de la Loire, août 2022.